

**International Labor Network of Solidarity and Struggle**  
**Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutttes**  
**Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas**  
**Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas**  
**Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta**  
**الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال**

**Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes**



[www.laboursolidarity.org](http://www.laboursolidarity.org)

**Pour un chemin de fer social, écologique, sûr,  
prenons la bonne voie lors de la sortie de crise :  
choisissons dès maintenant les bons aiguillages !**

Nous assistons actuellement à une crise sanitaire mondiale liée au Covid-19 qui frappe malheureusement, jour après jour, de plus en plus de victimes. Nous l'avons dit depuis plusieurs semaines : **ce ne sont pas les patrons ou les gouvernements qui ont créé le virus ; mais ils sont responsables de sa propagation planétaire et des conséquences dramatiques.**

Les « pouvoirs publics » ont montré leur inefficacité et confirmé, une fois de plus, que l'intérêt de la collectivité n'est pas leur problème. Consignes contradictoires, insuffisance du matériel et des produits de protection, tests insuffisants, maintien en activité de nombreux secteurs professionnels sous la pression des patrons, etc.

Le ferroviaire est aussi concerné ; le transport ferroviaire, mais aussi toutes les autres activités ferroviaires : nettoyage, maintenance, restauration, prévention/sécurité, etc. Dans notre secteur aussi, **nous subissons l'injonction contradictoire consistant à ressasser l'impérieux besoin de confinement** (bien réel !), mais **en l'accompagnement de mesures visant à envoyer au travail un grand nombre de salarié.es** dont l'activité ne relève pas des services absolument indispensables aux besoins essentiels de la collectivité.

**Le droit de se retirer du travail face à une situation dangereuse pour la santé est une mesure de salubrité publique** : les directions d'entreprise en contestent l'application et les pouvoirs publics les appuient ! C'est une décision dont les responsables assumeront les conséquences... **Actuellement, il circule encore des trains de fret dont la seule utilité est d'acheminer du matériel pour faire tourner des usines, des chantiers, qui devraient être à l'arrêt pour protéger les salarié.es ! Mais les actionnaires de ces entreprises, du BTP ou de l'automobile par exemple, n'en ont cure !**

Par ailleurs, partout, le patronat s'attache à faire en sorte de pénaliser celles et ceux qui sont effectivement confiné.es (chômage partiel, garde d'enfants, télétravail, etc.) en rognant sur des droits, avec l'aval et l'appui des pouvoirs publics. Celles et ceux dont la présence sur le lieu de travail est suspendue à cause de la crise sanitaire doivent bénéficier de **100% de leur salaire**, quelle que soit leur situation administrative !

Le confinement est le seul moyen de protéger l'ensemble de la population. C'est en partie la conséquence de l'incurie des pouvoirs publics en matière de prévention et de santé publique, mais il doit s'appliquer à toutes et tous, à la seule exception des services d'utilité publique dans la période. Dans ces dernières, **c'est à celles et ceux qui travaillent de définir l'organisation à mettre en place ; pas aux directions qui ne sont pas sur le terrain, là où est le danger de mort !**

**Les actionnaires des entreprises privées veulent profiter de la crise sanitaire. Sans scrupule, ils demandent de l'argent public.** Ainsi, Alliance of Rail New Entrants (Allrail), qui regroupe notamment NTV, Rail Freight Group, Westbahn, MTR, Transdev, FlixTrain, Leo express, Ilsa, se félicite de premières annonces faites par la Commission européenne, qui ouvrent la voie vers



des subventions, directes et indirectes, aux opérateurs privés. Mais ils demandent plus encore : l'octroi de prêts d'État, le report du paiement des impôts et des charges sociales, l'octroi de garanties d'État sur les crédits contractés, la possibilité de reporter le paiement des redevances de leasing pour le matériel roulant qu'ils exploitent et la suspension du paiement des redevances d'utilisation des infrastructures (publiques) jusqu'à la fin de 2021 ! Les entreprises privées hors Europe ont, bien sûr, les mêmes exigences ! En Afrique notamment, s'y ajoutent les conséquences du colonialisme qui aggrave encore la situation.

Les organisations membres du **Réseau syndical international de solidarité et de luttes**, et du **Réseau Rail Sans Frontière**, exigent :

- La **limitation des activités ferroviaires au strict nécessaire** dans la période.
- La mise en place, partout où l'activité doit continuer **de toutes les mesures de protection de la santé, et la vie**, des cheminots et cheminotes : matériaux et produits de protection individuelle, organisation du travail permettant les gestes-barrière, réduction du temps de travail pour tenir compte de toutes les difficultés extérieures...
- La **remise en cause des privatisations**, la mise en place de services publics ferroviaires aux échelons adéquats (régions, pays, continents), selon les besoins définis par la population, non pas en fonction des besoins des capitalistes comme aujourd'hui. De ce point de vue, la situation actuelle montre aussi l'urgence de dépasser la seule « nationalisation » quand celle-ci signifie donner le pouvoir aux gouvernements. **C'est à celles et ceux qui travaillent de décider** : dans l'entreprise, comme dans la commune ! Plus que d'autres secteurs, le ferroviaire ne peut se limiter à la dimension locale : mais il y a longtemps déjà que nous connaissons la coopération !
- Enfin, en tant que travailleurs et travailleuses du rail, nous réaffirmons **que le chemin de fer est un mode de transport à privilégier**, pour des raisons écologiques, sociales et de sûreté. Mais nous disons aussi qu'il faut **remettre en cause les transports inutiles**, relocaliser les productions et leur distribution. C'est l'avenir de la planète qui est en jeu.

**For a social, ecological, safe railway,  
let's take the right path out of the crisis:  
let's choose the right switches now!**



We are currently witnessing a global health crisis linked to Covid-19 that is unfortunately causing more and more victims every day. We have been saying it for several weeks now: **it is not the bosses or the governments that have created the virus; but they are responsible for its worldwide spread and the dramatic consequences.**

“Public authorities” have shown their ineffectiveness and confirmed, once again, that the common interest is not among their concerns. Conflicting instructions, insufficient equipment and protective products, insufficient testing, keeping many professional sectors in business under pressure from the bosses, etc.

The railways have also been affected, including rail transport as well as other railway activities: cleaning, maintenance, catering, prevention/safety, etc. In our sector, too, **we are subject to the same contradictory instructions: repeated calls for containment** (a very real need!) **accompanied with measures aimed at sending to work a large number of employees whose activity does not fall within those services that are absolutely fundamental to cover the essential needs of the community.**

**The right to withdraw from work in the face of a situation that entails a health risk is a public health measure:** company management challenges its application and the public authorities support it! It is a decision whose consequences will have to be assumed by those in charge... Currently, freight trains are still running. Their sole purpose is to transport equipment to keep factories and building sites running, but these should be stopped to protect employees! But the shareholders of these companies, in the building and public works or automobile industries for example, don't care!

Moreover, employers everywhere are working to penalise those who are effectively confined (short-time working, childcare, teleworking, etc.) by cutting back on rights, with the approval and support of the public authorities. Those whose presence in the workplace is suspended because of the health crisis must receive **100% of their salary**, regardless of their administrative situation!

Containment is the only way to protect the entire population. It is partly the consequence of the negligence of public authorities in the field of prevention and public health, but it must apply to everyone, with the sole exception of public utilities in the period. In the latter, **it is up to the workers to define how work should be organised; not to the directorates that keep themselves away from the workplaces, where the risk of death is!**

**The shareholders of private companies want to profit from the health crisis.** They are asking for public money without scruples. The Alliance of Rail New Entrants (Allrail), which includes NTV, Rail Freight Group, Westbahn, MTR, Transdev, FlixTrain, Leo express, Ilsa, welcomes the first announcements made by the European Commission, which pave the way for direct and indirect subsidies to private operators. But they are asking for more: the granting of State loans, the deferral of the payment of taxes and social charges, the granting of State guarantees on the credits contracted, the possibility of deferring the payment of leasing charges for the rolling stock they operate and the suspension of the payment of charges for the use of (public) infrastructure until the end of 2021! Private companies outside Europe have, of course, made the same requirements! In Africa in particular, the consequences of colonialism are added to this, making the situation even worse.

The member organisations of the **International Trade Union Solidarity and Struggle Network** and the **Rail Without Borders Network** demand:

- The **limitation of railway activities** to what is strictly necessary in the period.
- The implementation, wherever the activity must continue, of **all measures necessary to protect the health and life** of railway workers: materials and products for individual protection, work organisation allowing barrier gestures, reduction of working hours to take into account all external difficulties...
- **That privatisations are called into question**, the setting up of public rail services at the appropriate levels (regions, countries, continents), according to the needs defined by the population, not according to the needs of capitalists, as is the case today. From this point of view, the current situation also shows the urgency of going beyond “nationalisation” when it means giving power to governments. It is up to those who work to decide: in the company, as in the communities! More than for any other sectors, the railways cannot limit themselves to the local dimension: but we have known about cooperation for a long time now!
- Finally, as railway workers, we reaffirm that **the railways are a mode of transport to be favoured**, for ecological, social and safety reasons. However, we also say that **we must question unnecessary transport** and relocate production and its distribution. It is the future of the planet that is at stake.

**Por un ferrocarril social, ecológico, seguro,  
tomemos la mejor vía para salir de la crisis:  
¡elijamos desde ahora los desvíos adecuados!**

Nos enfrentamos actualmente a una crisis sanitaria mundial ligada al Covid-19 que por desgracia golpea, día tras días, cada vez a más víctimas. Lo venimos diciendo desde hace semanas: **ni los gobiernos ni las patronales han creado el virus, pero son responsables de su propagación planetaria y de sus dramáticas consecuencias.**

Los «poderes públicos» han demostrado su ineficacia y confirmado, una vez más, que el interés colectivo no les importa: dan muchas de ello las consignas contradictorias, la carencia de material y de productos de protección, el número insuficiente de tests de los que disponen, el mantenimiento de la actividad en muchos sectores productivos solo por la presión de las patronales, etc.



El ferrocarril también se ha visto afectado, tanto en el transporte ferroviario como en otras actividades vinculadas: limpieza, mantenimiento, restauración, prevención/seguridad, etc. En nuestro sector nos enfrentamos a **un requerimiento contradictorio conforme al cual nos reiteran machaconamente la necesidad imperiosa del confinamiento** (¡algo muy real!), **que a la vez se acompaña de medidas destinadas a mandar de vuelta al trabajo a un alto número de empleados y empleadas** cuya actividad no está vinculada a servicios absolutamente indispensables para cubrir las necesidades esenciales de la colectividad.

**El derecho de abandonar el puesto de trabajo ante una situación de peligro para la salud es una medida de salud pública:** las direcciones de las empresas, sin embargo, lo cuestionan con el apoyo de los poderes públicos. Las personas responsables de estas decisiones deberán asumir las consecuencias. **En la actualidad, circulan todavía trenes de mercancía cuya única utilidad es transportar material para que funcionen las fábricas y las zonas de construcción que deberían parar para proteger a sus plantillas. ¡Pero el accionariado de estas empresas, de BTP o de las del automóvil, por ejemplo, no tienen remedio!**

La patronal busca por todos los medios penalizar a quienes han de cumplir con el confinamiento (desempleo parcial, cuidado de menores, teletrabajo, etc.), erosionando sus derechos con el aval y el apoyo de los poderes públicos. Aquellas personas que no han de acudir a su puesto de trabajo deberían beneficiarse del **100% de su salario**, sea cual sea su situación administrativa.

El confinamiento es el único medio para proteger al conjunto de la población. Es en parte consecuencia de la negligencia de los poderes públicos en materia de prevención y de salud pública, pero se debe aplicar a todos y a todas, con la excepción de aquellos servicios de utilidad pública que deban seguir funcionando durante este periodo. En estos últimos, **son los propios trabajadores y las propias trabajadoras quienes deben organizar su funcionamiento; ¡no las direcciones de las empresas, que se mantienen alejadas de los lugares de trabajo, sino quienes hacen frente y conocen el peligro de muerte que entrañan!**

**Los accionarios de las empresas privadas quieren beneficiarse de esta crisis sanitaria. Han reclamado dinero público sin escrúpulos.** Así, Alliance of Rail new Entrants (Allrail), que agrupa a NTV, Rail Freight Group, Westbahn, MTR, Transdev, FlixTrain, Leo express, o Ilsa, se felicita por los anuncios de la Comisión Europea que abren la vía a que los operadores privados se beneficien de subvenciones directas e indirectas. Y reclaman más: que se les otorguen préstamos de dinero público, la suspensión del pago de los impuestos y las contribuciones sociales, que el Estado avale los créditos que soliciten, la posibilidad de aplazar el pago de tasas por el leasing de material que han utilizado ya y la suspensión del pago de tasas por el uso de las infraestructuras (públicas) hasta finales de 2021. Las empresas privadas de fuera de Europa tienen las mismas exigencias. En África, además, las consecuencias del colonialismo agravan todavía más la situación.

Las organizaciones miembros de la **Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas** y de la **Red Rail Sin Fronteras** exigen:

- La **limitación de las actividades ferroviarias a lo estrictamente necesario** durante este periodo
- Que se implementen, allí donde deba continuar la actividad, **todas las medidas de protección de la salud y de la vida** para el personal ferroviario: material y productos de protección individual, una organización del trabajo que permita los gestos-barrera, la reducción del tiempo de trabajo para tener en cuenta todas las dificultades a las que se enfrenta el personal fuera del horario laboral...
- **Que cuestionen las privatizaciones** y se desarrollen servicios públicos de ferrocarril a las escalas adecuadas (regiones, países, continentes) según las necesidades definidas por la población y no en función de las necesidades del capitalismo, como ocurre hoy. Desde este punto de vista, la situación actual muestra así la urgencia de superar la mera “nacionalización” cuando esto entraña dar el poder a los gobiernos. **Son los trabajadores y las trabajadoras quienes deben tomar las decisiones.** En las empresas, así como en los barrios. El ferrocarril, más que otros sectores, trabaja más allá de lo local, pero hace tiempo ya que conocemos las ventajas de la cooperación.



- Como trabalhadores y trabajadoras de los ferrocarriles, nos reafirmamos en **que el ferrocarril es un medio de transporte que debe ser potenciado** por razones ecológicas, sociales y de seguridad, aunque **cuestionamos también el transporte inútil** y planteamos la necesidad de relocalizar la producción y su distribución. El futuro del planeta está en juego.

**Para um Caminho-de-ferro social, ecológico, seguro,  
temos que tomar a boa via aquando da saída de crise :  
temos que escolher desde já as boas agulhas!**



Assistimos hoje à uma crise sanitária mundial ligada ao Covid-19 e que atinge infelizmente, dia a dia, mais e mais vítimas. Já o dissemos há várias semanas: **não são os patrões ou os governos que criaram o vírus; mas são responsáveis de sua propagação planetária e das consequências dramáticas.**

Os “poderes públicos” mostraram ineficácia e confirmaram, mais uma vez, que o interesse da coletividade não é problema deles. Instruções contraditórias, insuficiência do material et dos produtos de proteção, testes insuficientes, o manter em atividade em vários setores profissionais sob a pressão dos patrões, etc.

O ferroviário também é afectado; o transporte ferroviário, mas igualmente todas as outras atividades ferroviárias: limpeza, manutenção, restauração, prevenção/segurança, etc. No nosso setor também, **sofremos de injunções contraditórias que consistem em repisar a imperiosa necessidade do confinamento** (bem real!), mas **acompanhando-a de medidas que visam à enviar ao trabalho muitxs assalariadxs** cuja atividade não se insere nos serviços absolutamente indispensáveis às necessidades essenciais da coletividade.

**O direito de retirar-se do trabalho frente á uma situação perigosa para a saúde é uma medida de salubridade pública:** as direções de empresas contestam sua aplicação apoiadas pelos poderes públicos! É uma decisão cujos responsáveis assumirão as consequências...**Atualmente, circulam ainda comboios de frete cuja única utilidade é enviar o material para gerir fábricas, obras, que haviam de estar paradas para proteger xs assalariadxs! Mas os acionistas dessas empresas, do Construção e Obras Públicas francesas ou de automóveis por exemplo, não ligam a isso tudo!**

Além disso, em toda a parte, o patronato empenham-se em penalizar aqueles que estão efetivamente confinadxs (em regime de desemprego parcial, guarda de crianças, teletrabalho, etc.) com cortes nos direitos, com a ajuda e o apoio dos poderes públicos. Aquelxs cuja presença é suspensa por causa da crise sanitária têm de beneficiar **de 100% do salário**, seja qual for sua situação administrativa!

O confinamento é a única maneira de proteger toda a população. É por parte a consequência da incúria dos poderes públicos em matéria de prevenção e de saúde pública, mas ele tem de aplicar-se a todos e todas, a não ser os serviços de utilidade pública neste período. Nesses últimos, **são xs trabalhadorxs que têm de definir a organização do trabalho; e não as direções que não estão no terreno, onde está o perigo de morte!**

**Os acionistas das empresas privadas querem aproveitar da crise sanitária. Sem escrúpulo, eles pedem dinheiro público.** Assim, Alliance of Rail New Entrants (AllRail), agrupando nomeadamente NTV, Rail Freight Group, Westbahn, MTR, Transdev, FlixTrain, Leo express, Ilsa, felicita-se dos primeiros anúncios feitos pela Comissão Europeia, que abrem o caminho para subsídios, diretos ou indiretos, aos operadores privados. Mas eles pedem mais ainda: a concessão de empréstimos do Estado, o adiamento do pagamento dos impostos e contribuições sociais, a concessão de garantias do Estado sobre os créditos contraídos, a possibilidade de adiar o pagamento das taxas de leasing pelo material rolante que exploram e a suspensão do pagamento das taxas de uso das infraestruturas (públicas) até ao fim do ano 2021! As empresas privadas fora da Europa têm, obviamente, as mesmas exigências! Na África nomeadamente, acrescentam-se a essas as consequências do colonialismo agravando ainda a situação.

As organizações membros da Rede Internacional Sindical de Solidariedade e Lutas, e da Rede Ferrovia Sem Fronteira, exigem:

- A **limitação das atividades ferroviárias ao estritamente necessário** neste período.
- A implementação, em toda parte onde a atividade deve continuar **de todas as medidas de proteção para a saúde, e a vida**, dos ferroviários e ferroviárias: materiais e produtos de proteção individual, organização do trabalho que permite os gestos-barreiras, redução do tempo de trabalho para ter em conta todas as dificuldades exteriores...
- A **contestação das privatizações**, a implementação de serviços públicos ferroviários aos níveis adequados (regiões, países, continentes) conforme as necessidades definidas pela população, e não em função das necessidades dos capitalistas como é hoje. Deste ponto de vista, a situação atual mostra também a urgência de ultrapassar a única “nacionalização” quando essa significa dar o poder aos governos. **É aqueles e aquelas que trabalham de decidir**: na empresa, como no município! Mais que em outros setores, o ferroviário não pode limitar-se à dimensão local: mas já há muito que conhecemos a cooperação!
- Enfim, enquanto trabalhadores e trabalhadoras do ferroviário, reafirmamos **que o caminho-de-ferro é um meio de transporte a privilegiar**, por razões ecológicas, sociais e de segurança. Mas dizemos também que se tem de pôr em causa os transportes inúteis, realocar as produções e sua distribuição. É o futuro do planeta que está em risco

---

## Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

### Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confederazione Unitaria di Base (**CUB**) - Italie.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (**CGATA**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindacato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) – Sénégal
- Sindicato Autorganizzato Lavoratori COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Pérou
- Union Syndicale Progressiste des Travailleurs du Niger (**USPT**) - Niger.
- Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (**UNSAS**) - Sénégal.
- Unión Nacional para la Defensa de la Clase Trabajadora (**UNT**) - El Salvador.
- Solidaridad Obrera (**SO**) - Etat espagnol.
- Independent Workers Union of Great Britain (**IWGB**) - Grande-Bretagne.
- Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (**OZZ IP**) - Pologne.
- Centrale Démocratique des Travailleurs de Martinique (**CDMT**) – Martinique.
- Associazione Diritti Lavoratori Cobas (**ADL COBAS**) – Italie.
- Pakistan Labour Federation (**PLF**) – Pakistan.

## Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail – Centrale Démocratique des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/CDTM**) – Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) – Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) – Panama.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos - Mexique.
- Syndicat Autonome des Postiers (**SAP**) - Suisse.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) – Canada.
- Federación nacional de trabajadores de la educación (**SUTE-Chili**) - Chili.
- Plateforme Nationale des organisations professionnelles du secteur public - Côte d'Ivoire.
- Fédération nationale des ouvriers et collectivités locales - Union Marocaine du Travail (**UMT-Collectivités locales**) - Maroc.
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Cheminots (**CGSP/FGTB Cheminots**) - Belgique.
- Botswana Public Employees Union (**BOPEU**) - Botswana.
- Organisation Démocratique du Rail-Organisation Démocratique du Travail (**ODR/ODT**) – Maroc.
- Federacao Nacional dos Trabalhadores em Transportes Aéreos do Brasil (**FNTTA**) - Brésil.
- Federação Nacional dos Metroviários (**FENAMETRO**) - Brésil.
- Namibia Football Players Union (**NAFPU**) – Namibie.
- Palestinian Electricians' Trade Union (**PETU**) – Palestine.
- Missão Publica Organizada – Portugal.

## Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) – Belgique.
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca (**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.
- Sindicato di base Pavia (**SDB Pavia**) - Italie.
- United Auto Workers local 551 Ford Chicago (**UAW Ford Chicago**) – Etats-unis.
- Sindicato Uno Prodinsa, Maipú – Chili.
- Asociación Gremial de Trabajadores del Subterráneo y Premetro, Buenos Aires (**SUBTE/CTAt**) – Argentine.
- (واحد) - سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه (واحد) Syndicat des travailleurs du transport de Téhéran et sa banlieue (**Vahed**) – Iran.

## **Organisations syndicales internationales**

→ Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**).

## **Courants, tendances ou réseaux syndicaux**

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**GM**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- Fronte di lotta No Austerity - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.
- Workers Solidarity Action Network (**WSAN**) - Etats-Unis.
- United Voices of the World (**UVW**) - Grande-Bretagne.
- Unidos pra Lutar - Brésil.
- Corriente Política Social Sindical 1° de Mayo de Buenos Aires – Argentine.
- Coordinamento Nazionale Unitario Pensionati di oggi e di domani (**CONUP**) – Italie.
- National Association of Human Rights Defenders – Palestine.
- Red de Trabajadores – Argentine.